



# Sommaire

---

Message du Président	3
Panorama des activités	4
Résultats et perspectives	6
Comptes consolidés résumés	8
• <i>Bilan consolidé</i>	
• <i>Compte de résultat consolidé</i>	
• <i>Tableau des flux de trésorerie consolidé</i>	
Annexe résumée	10
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés	18

## **Conseil d'Administration**

### *Président-Directeur Général*

Claude Coccozza

### *Administrateurs*

Jean-Pierre Capron

Robert Chauprade

Hervé Couffin

Jean-Paul Jacamon

Jean-Claude Karpeles

Lise Nobre

Walter Pizzaferrì

## **Commissaires aux Comptes**

KPMG Audit

Deloitte Touche Tohmatsu

# Message du Président

---

Madame, Monsieur, Cher(e) actionnaire,

Comme je vous l'ai annoncé en mars dernier, le Groupe a abordé, avec ce premier semestre 2004, une nouvelle période de croissance de ses résultats.

Nous avons en effet bien avancé les dernières restructurations inscrites à notre programme et cela se traduit dans la hausse du résultat opérationnel. Cette progression va se poursuivre au second semestre.

Les Applications Electriques et les Systèmes et Matériaux Avancés ont maintenu leur haut niveau de rentabilité. Les Aimants sont en avance sur leur restructuration, ce qui compense le retard de quelques mois de la Protection Electrique. Celle-ci achève une restructuration de grande ampleur, très prometteuse quant à l'amélioration des résultats.

Nous disposons maintenant d'un outil industriel prêt pour la croissance. Notre croissance sera alimentée par la reprise conjoncturelle, qui se confirme en Amérique du Nord et s'amorce en Europe. Elle sera surtout fortement accélérée par tout l'ensemble de projets de croissance interne que nous avons développés. Ces projets très rentables doivent créer un volume d'affaires significatif, principalement dans les Systèmes et Matériaux Avancés et dans la Protection Electrique. Il pourra s'y ajouter des acquisitions ciblées en fonction des opportunités.

Je suis convaincu que cette période qui commence sera passionnante pour notre management et notre personnel, portés par l'enthousiasme de construire un Groupe en développement. Elle sera gratifiante pour nos actionnaires qui bénéficieront, à travers la performance du cours de bourse et la distribution de dividendes, de notre programme de croissance rentable.



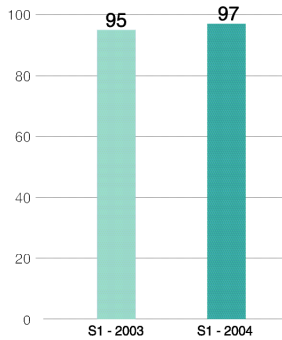
A handwritten signature in blue ink, which appears to be 'C. Cocozza'.

Claude Cocozza  
Président-Directeur Général

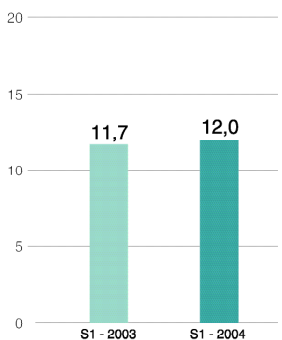


# Panorama des activités

## Applications Électriques



Chiffre d'affaires (M€)



Marge opérationnelle (%)\*

Le chiffre d'affaires des Applications Électriques est en hausse de 3% à périmètre et changes constants, progression principalement enregistrée dans les ventes de balais et d'assemblages pour les petits moteurs électriques.

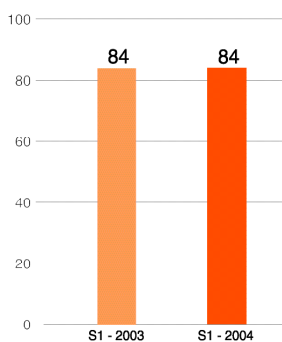
Nos ventes de balais et porte-balais pour moteurs industriels et de traction sont globalement stables en Europe et en Amérique du Nord. Notre chiffre d'affaires progresse significativement dans les grands pays miniers, en particulier Australie et Afrique du Sud, ainsi que sur le segment du captage ferroviaire.

Les ventes de balais pour petits moteurs électriques se sont développées dans l'outillage portatif et l'automobile en Europe, compensant la faiblesse du marché automobile américain. Les ventes de brushcards (assemblages de balais et porte-balais pour moteurs auxiliaires automobiles) continuent leur forte progression en Amérique du Nord grâce à la pénétration du système d'essuie-glace lancé en 2003 par un grand client dont Carbone Lorraine est un fournisseur-clé.

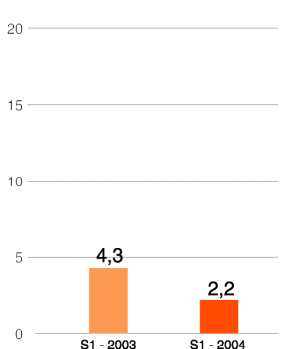
Dans ce contexte de relative atonie de nos marchés industriels mais de forte progression des ventes à destination de l'automobile, la marge opérationnelle progresse légèrement, de 11,7 à 12 %.

Les réorganisations industrielles mises en œuvre en 2003, en particulier la concentration des productions de balais pour automobiles et pour électroménager sur le site d'Amiens (France) et l'intégration de l'activité de Kirkwood sur notre site de Farmville (Virginie, USA) sont en passe d'être achevées et porteront leurs fruits au cours de la seconde partie de l'année.

## Protection Électrique



Chiffre d'affaires (M€)



Marge opérationnelle (%)\*

Le chiffre d'affaires de la Protection Électrique est en hausse de 4% à périmètre et changes constants, progression principalement enregistrée en Amérique du Nord et en Asie.

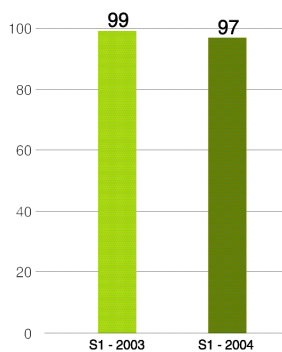
En Europe, l'ampleur des restructurations a entraîné des retards de livraison qui ont pénalisé nos ventes au cours du premier semestre. Le site de Saint-Bonnet-de-Mûre (France) a en effet successivement accueilli en 2002 les activités du site de La Verpillière (France), puis en 2003 et début 2004 celles de nos deux sites allemands (Mannheim, Eggolsheim) et de Barcelone en Espagne.

En Amérique du Nord, les restructurations avaient été achevées dès 2003, avant d'entreprendre celles concernant l'Europe. Elles permettent de profiter pleinement de la reprise économique, sensible à la fois chez les constructeurs et les distributeurs. Dans cette zone, les ventes augmentent de 9% au premier semestre.

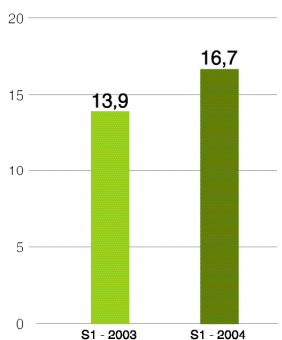
Les ventes ont encore plus fortement progressé en Asie (Japon, Chine et Inde), principalement dans les fusibles de protection des semi-conducteurs et les équipements de protection de bogies, où la division détient de fortes positions.

Au total, les bons résultats enregistrés aux États-Unis et en Asie n'ont pas compensé les charges temporaires liées à la restructuration européenne. La marge opérationnelle de la division recule à 2,2% sur le semestre. Les résultats progressent toutefois à nouveau depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre et dès la fin de l'année 2004, la Protection Électrique bénéficiera d'un outil industriel performant qui assurera une amélioration très sensible de la rentabilité, encore amplifiée par la reprise de la conjoncture.

## Systèmes et Matériaux Avancés



Chiffre d'affaires (M€)



Marge opérationnelle (%)\*

Le chiffre d'affaires des Systèmes et Matériaux Avancés est en hausse de 2% à périmètre et changes constants, progression principalement enregistrée dans les Hautes Températures avec une croissance de 12%.

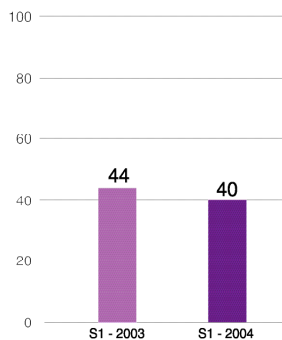
Les équipements anticorrosion ont connu une baisse d'activité principalement liée à un effet d'échelonnement des ventes: des affaires importantes avaient été facturées au cours du premier semestre 2003, en particulier en Asie, alors que cette année les facturations importantes interviendront au second semestre. Hors cet effet de référence, l'activité serait globalement stable. Surtout, les entrées de commandes sont en progression de 40% sur le semestre, ce qui assure une activité en hausse sensible à la fin de l'année 2004 et au début 2005.

Dans les applications à hautes températures du graphite, la croissance a été forte dans l'ensemble des zones et sur l'ensemble des segments (semi-conducteurs, réfractaires à usages généraux, aéronautique). Ce semestre a été en particulier marqué par le prix du meilleur fournisseur que nous a décerné Sumco, un leader japonais des semi-conducteurs, nous encourageant à encore développer notre savoir-faire dans les équipements pour la production de semi-conducteurs, silicium et compounds.

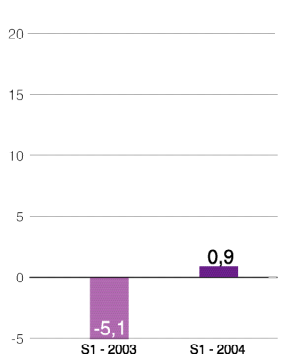
Le freinage à haute énergie a poursuivi sa croissance dans les applications ferroviaire et moto mais enregistre une légère baisse de ses ventes à périmètre et changes constants, consécutive là aussi à un effet de référence. Les ventes élevées de garnitures pour le TGV coréen intervenues au premier semestre 2003 ne seront renouvelées qu'à partir de 2005.

Déjà forte, la marge opérationnelle a encore progressé de près de 3 points à 16,7%, grâce aux restructurations engagées depuis trois ans et aux prises de parts de marché, en particulier dans les applications à hautes températures du graphite.

## Aimants



Chiffre d'affaires (M€)



Marge opérationnelle (%)\*

Le chiffre d'affaires des Aimants est en baisse de 5% à périmètre et changes constants avec cependant une progression à deux chiffres dans les inducteurs.

La baisse du chiffre d'affaires dans les aimants en ferrite provient de la rationalisation et du recentrage du portefeuille de produits d'une part sur les séries les plus rentables et d'autre part sur les productions automatisées en Europe, conformément à la stratégie du Groupe pour cette activité. Les restructurations étant achevées en Amérique du Nord, les ventes y sont globalement stables. De son côté, le Brésil enregistre une forte progression des ventes d'aimants, portée par le développement de l'industrie automobile locale.

Dans les assemblages (inducteurs), les ventes ont fortement progressé en Europe et de nouveaux clients ont été convaincus par l'intérêt du concept et par notre savoir-faire.

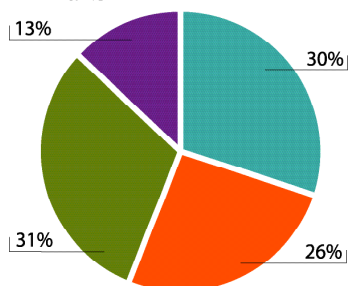
La focalisation de la division sur sa rentabilité se traduit par une progression de 6 points de sa marge, qui redevient légèrement positive, en avance sur l'échéancier qui visait la fin de l'année: les restructurations avancent en effet à un rythme soutenu en France et en Corée.

\*Marge opérationnelle : résultat opérationnel/chiffre d'affaires avant répartition des frais centraux

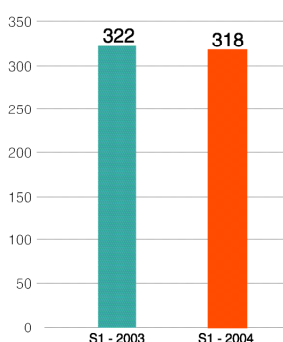
NB : les variations de chiffres d'affaires de chacune des activités sont exprimées à périmètre et changes constants.

# Résultats et perspectives

■ Applications Électriques  
■ Protection Electrique  
■ Systèmes et Matériaux Avancés  
■ Aimants

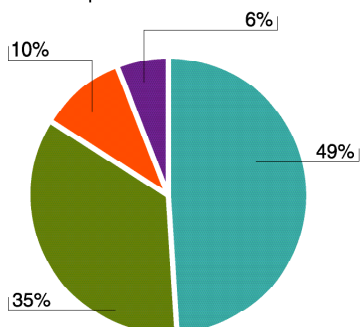


Répartition du CA S1 2004 par activité

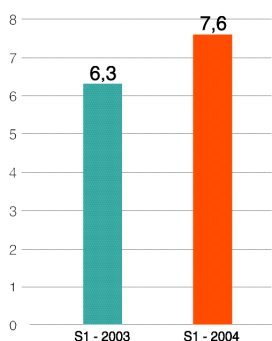


Chiffre d'affaires consolidé (M€)

■ Europe  
■ Amérique du Nord  
■ Asie  
■ Reste du monde



Répartition du CA S1 2004 par zone géographique de destination



Marge opérationnelle (%)

## Résultats

Carbone Lorraine a réalisé un chiffre d'affaires de 318 millions d'euros au premier semestre 2004, en hausse de 2% à périmètre et changes constants par rapport au premier semestre 2003. Cette progression a été réalisée en dépit d'un effet de référence défavorable, puisque le premier semestre 2003 avait bénéficié de commandes importantes en équipements anticorrosion alors que celles-ci seront livrées cette année au second semestre. Hormis les Aimants dont la baisse d'activité est liée à leur plan de redéploiement, toutes les autres divisions voient leurs ventes progresser.

Sur le plan géographique, l'Amérique du Nord est en forte progression, à près de 7% à périmètre et changes constants. L'Europe redémarre lentement : -1% sur le semestre, avec un meilleur second trimestre. L'Asie (-7%) est pénalisée par l'effet d'échelonnement des ventes des équipements anticorrosion évoqué ci-dessus, alors que le freinage à haute énergie, qui avait bénéficié de fortes ventes pour le TGV coréen en 2003, revient à la normale. Hors équipements anticorrosion, l'Asie ressortirait à +12% à périmètre et changes constants, et les ventes devraient reprendre leur croissance dans cette zone au second semestre.

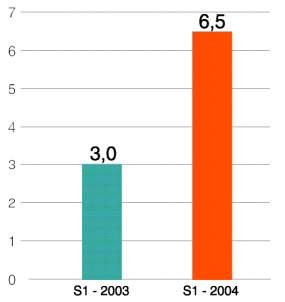
Les effets de notre plan d'économies, renforcés par la croissance des ventes, nous ont permis d'améliorer la marge opérationnelle du Groupe de 1,3 point. Elle s'élève à 7,6% du chiffre d'affaires, contre 6,3% l'an passé. On notera une forte progression de la marge opérationnelle dans les Systèmes et Matériaux Avancés, activité où la marge est déjà élevée. La marge des Applications Electriques progresse très légèrement. La réorganisation industrielle de l'activité Protection Electrique a pesé sur les marges en Europe mais celles-ci augmentent à nouveau depuis le second trimestre. Les Aimants sont en légère avance sur leur plan de restructuration et reviennent à l'équilibre dès la fin de ce premier semestre.

Les frais financiers nets sont quasiment stables, l'augmentation de l'endettement étant compensée par une réduction des coûts de financement.

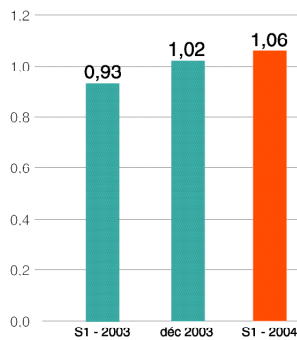
En conséquence, le résultat courant net part du Groupe, c'est-à-dire le résultat net avant prise en compte des éléments exceptionnels et des survaleurs, s'établit à 13,6 millions d'euros, en progression de 24% par rapport à l'an passé.

Les charges exceptionnelles nettes d'impôts (4,5 millions d'euros) proviennent pour l'essentiel des charges de restructuration liées au plan d'économies, notamment celles résultant de la réorganisation industrielle en Protection Electrique.

Après prise en compte des charges exceptionnelles et de l'amortissement des survaleurs, le résultat net part du Groupe a plus que doublé et s'est établi à 6,5 millions d'euros, contre 3,0 millions d'euros l'an passé.



Résultat net, part du Groupe (M€)



Endettement net/fonds propres

L'endettement du Groupe a augmenté de 19,5 millions d'euros sur le semestre. Cette hausse est principalement liée au paiement des restructurations (17 millions d'euros) et à un effet de changes (4 millions d'euros). Le ratio d'endettement sur fonds propres n'augmente cependant que faiblement, à 1,06 contre 1,02 à fin décembre 2003.

### Perspectives

La reprise est visible dans l'ensemble de nos activités en Amérique du Nord et la conjoncture semble redémarrer en Europe. De nombreuses opportunités de croissance ont été identifiées en Asie où nous poursuivons notre pénétration.

Nous restons également concentrés sur l'amélioration de nos marges en bas de cycle par la mise en œuvre de notre plan d'économies. C'est particulièrement le cas dans la Protection Electrique pour laquelle nous maintenons nos objectifs ambitieux de performance, en dépit d'un décalage de quelques mois. A fin 2004, notre plan dépassera son objectif de 30 millions d'euros d'économies annuelles annoncé il y a trois ans.

Ces performances nous permettent, en dépit de la hausse des matières premières, de confirmer notre objectif de marge opérationnelle de 8 % pour 2004.

Au-delà, les résultats du Groupe bénéficieront des multiples projets de croissance interne que nous avons préparés depuis trois ans. Il pourra s'y ajouter des acquisitions ciblées en fonction des opportunités.

# Comptes consolidés résumés

## BILAN CONSOLIDÉ

En millions d'euros

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
<b>ACTIF</b>			
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Immobilisations incorporelles			
– Écarts d'acquisition	167,7	165,2	180,4
– Autres immobilisations incorporelles	14,5	14,4	15,7
Immobilisations corporelles			
– Terrains	9,5	9,4	10,6
– Constructions	29,7	34,2	41,7
– Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles	68,0	66,7	87,5
– Immobilisations en cours	16,7	17,8	18,0
Immobilisations financières			
– Participations	11,9	11,6	11,9
– Autres immobilisations financières	12,8	15,8	11,8
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>330,8</b>	<b>335,1</b>	<b>377,6</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
– Stocks	119,2	113,8	122,8
– Clients et comptes rattachés	129,0	121,0	138,2
– Autres créances d'exploitation	44,0	36,0	44,5
– Créances financières court terme	2,5	0,3	2,5
– Valeurs mobilières de placement	1,3	2,5	4,9
– Disponibilités et assimilé	19,6	25,4	16,5
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>315,6</b>	<b>299,0</b>	<b>329,4</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>646,4</b>	<b>634,1</b>	<b>707,0</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
– Capital	22,4	22,4	22,3
– Primes, réserves et report à nouveau	182,1	220,3	223,0
– Résultat net de l'exercice (part du Groupe)	6,5	(38,2)	3,0
– Ecart de conversion (part du Groupe)	(25,2)	(30,3)	(20,8)
<b>TOTAL</b>	<b>185,8</b>	<b>174,2</b>	<b>227,5</b>
– Intérêts minoritaires	5,4	5,4	7,7
<b>CAPITAUX PROPRES ET INTÉRÊTS MINORITAIRES</b>	<b>191,2</b>	<b>179,6</b>	<b>235,3</b>
– Provisions à long terme	32,2	31,4	36,2
<b>DETTES</b>			
– Emprunts à long terme	212,8	185,9	201,7
– Fournisseurs et comptes rattachés	72,9	67,3	59,2
– Autres dettes d'exploitation	52,1	54,2	66,9
– Part court terme des provisions long terme	62,2	69,7	42,8
– Dettes diverses	10,3	21,1	24,4
– Dettes financières court terme	2,4	3,2	4,2
– Comptes courants financiers	0,9	1,8	3,0
– Concours bancaires courants	9,4	19,9	33,4
<b>TOTAL PROVISIONS ET DETTES</b>	<b>455,2</b>	<b>454,5</b>	<b>471,8</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>646,4</b>	<b>634,1</b>	<b>707,0</b>



## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ - GROUPE CARBONE LORRAINE

En millions d'euros

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Chiffre d'affaires consolidé	317,7	629,4	321,8
Coûts des produits vendus	(221,1)	(439,0)	(222,9)
<b>Marge brute totale</b>	<b>96,6</b>	<b>190,4</b>	<b>98,9</b>
Charges commerciales	(29,3)	(59,4)	(30,6)
Frais administratifs centraux et de recherche	(29,4)	(58,2)	(30,0)
Autres charges et provisions d'exploitation	(1,9)	(3,5)	(2,1)
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>36,0</b>	<b>69,3</b>	<b>36,2</b>
Amortissements	(11,7)	(30,0)	(15,9)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>24,3</b>	<b>39,3</b>	<b>20,3</b>
Résultat financier	(5,4)	(10,8)	(5,1)
<b>Résultat courant</b>	<b>18,9</b>	<b>28,5</b>	<b>15,2</b>
Impôts courants et différés d'exploitation	(5,1)	(7,3)	(3,4)
Part des tiers dans les sociétés intégrées	(0,2)	1,1	(0,4)
<b>Résultat courant net part du Groupe</b>	<b>13,6</b>	<b>22,3</b>	<b>11,4</b>
Charges et produits exceptionnels nets d'impôt	(4,5)	(54,8)	(5,7)
<b>Résultat net avant écart d'acquisition</b>	<b>9,1</b>	<b>(32,5)</b>	<b>5,7</b>
Amortissement des écarts d'acquisition	(2,6)	(5,7)	(2,7)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>6,5</b>	<b>(38,2)</b>	<b>3,0</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En millions d'euros

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>26,3</b>	<b>45,9</b>	<b>24,9</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	(8,5)	31,4	2,1
Autres variations	(1,4)	(4,4)	(3,0)
<b>(A) Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>	<b>16,4</b>	<b>72,9</b>	<b>24,0</b>
<b>OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Immobilisations incorporelles	(1,3)	(2,6)	(2,2)
Immobilisations corporelles	(9,2)	(23,0)	(13,1)
Immobilisations financières	(0,9)	(0,1)	0,1
Cessions d'immobilisations	0,6	1,9	0,7
<b>(B) Investissements d'exploitation</b>	<b>(10,8)</b>	<b>(23,8)</b>	<b>(14,5)</b>
<b>(C) Cash flow d'exploitation avant restructurations</b>	<b>5,6</b>	<b>49,1</b>	<b>9,5</b>
Restructurations	(17,3)	(7,1)	(3,4)
<b>(C) Cash flow d'exploitation courante</b>	<b>(11,7)</b>	<b>42,0</b>	<b>6,1</b>
Investissements nets liés à l'incidence des variations de périmètre	(9,7)	(10,1)	(4,6)
Cessions exceptionnelles d'immobilisations	6,4	11,1	9,5
<b>(D) Cash flow net</b>	<b>(15,0)</b>	<b>43,0</b>	<b>11,0</b>
Augmentation de capital reçue	0,0	1,3	0,0
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires	(0,5)	(8,8)	(7,0)
Flux de trésorerie hors exploitation	(0,4)	(7,0)	(0,1)
<b>(E) Variation de l'endettement</b>	<b>(15,9)</b>	<b>28,5</b>	<b>3,9</b>



## Note n°1 • Principes et règles de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe Carbone Lorraine sont établis en conformité avec les principes comptables définis par le Règlement 99-02 du CRC relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes intermédiaires semestriels, les principes appliqués sont identiques à ceux utilisés pour l'arrêté des comptes consolidés annuels et sont conformes à la recommandation CNC 99 R 01 du 18 mars 1999.

### A – Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe incluent Le Carbone Lorraine et toutes les filiales significatives que le Groupe contrôle directement ou indirectement. L'ensemble du périmètre est consolidé selon la méthode de l'intégration globale.

### B – Conversion des états financiers

La conversion en euros des états financiers des filiales étrangères est effectuée selon les principes suivants :

- Les actifs et les passifs sont convertis au taux de change en vigueur au 30 juin 2004.
- Les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen semestriel.
- L'écart de conversion (porté dans les capitaux propres pour la part Groupe) comprend les éléments suivants :
  - incidence de la variation des taux de change sur les actifs et les passifs ;
  - différence entre le résultat calculé au taux moyen semestriel et le résultat calculé au taux du 30 juin 2004.

### C – Créances et dettes libellées en devises

Les transactions dans une monnaie autre que celle de fonctionnement sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de transaction. Les créances et dettes provenant de ces opérations et figurant dans les comptes à la date de clôture sont converties au taux de change en vigueur à cette date. Les profits et les pertes provenant de la conversion sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

### D – Immobilisations incorporelles

#### a) Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition, correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la valeur de marché des actifs et passifs acquis, sont amortis sur une durée n'excédant pas 40 ans. Les durées actuelles retenues sont comprises entre 5 et 40 ans.

#### b) Les frais d'établissement

Les frais d'établissement sont amortis sur 5 ans maximum.

#### c) Les brevets et licences

Les brevets et licences sont amortis sur la période de protection juridique. Les logiciels informatiques sont amortis sur leur durée probable d'utilisation, avec un maximum de 5 ans.

### E – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue du bien.

---

Les durées retenues sont :

- constructions 20 à 50 ans ;
- agencements et installations 10 à 15 ans ;
- matériel et outillage 3 à 10 ans ;
- matériel de transport 3 à 5 ans.

Les immobilisations d'un montant supérieur à 1 million d'euros qui sont financées par des contrats de crédit-bail à long terme figurant à l'actif sont amorties en accord avec les principes du Groupe concernant l'évaluation des immobilisations corporelles. Les engagements financiers qui en résultent figurent dans les dettes financières.

### **F – Dépréciation exceptionnelle**

A la clôture des comptes, lorsque des événements ou des changements des conditions de marché sont susceptibles de provoquer une perte de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles ou des impôts différés actifs, leur valeur nette est revue sur la base des performances opérationnelles futures estimées de l'activité correspondante. Lorsque cela s'avère nécessaire, ces immobilisations font l'objet d'une dépréciation exceptionnelle pour les ramener à leur juste valeur.

### **G – Immobilisations financières**

Les titres des sociétés non consolidées sont évalués à leur coût d'acquisition. En cas de perte durable de valeur, une provision pour dépréciation est constituée si la valeur comptable est supérieure à la valeur d'usage, celle-ci étant déterminée par référence à la quote-part de situation nette détenue et en tenant compte des perspectives de développement à moyen terme. Les filiales non consolidées sont au nombre de 35, leur activité principale étant la distribution des productions des sociétés consolidées; leur inclusion dans le périmètre de consolidation n'aurait pas d'impact significatif sur le chiffre d'affaires du Groupe.

### **H – Provisions pour risques et charges**

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut-être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

### **I – Valeurs d'exploitation**

Les stocks sont évalués au prix de revient, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou au prix de marché si celui-ci est inférieur.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks d'en-cours et de produits finis ne comprennent que ceux liés à la production.

Une provision pour rotation lente est comptabilisée lorsqu'elle est économiquement justifiée.

### **J – Chiffre d'affaires consolidé**

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de déchets, les ventes de marchandises et les frais de port facturés.

Les produits résultant d'activités annexes figurent dans le compte de résultat aux rubriques de nature correspondante : autres revenus, produits financiers, produits exceptionnels ou en déduction des frais (commerciaux, généraux, administratifs, de recherche).



## **K – Frais de recherche**

Les frais de recherche sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

## **L – Pensions, retraites et indemnités de départ à la retraite**

Les engagements du Groupe au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de départ à la retraite sont déterminés en appliquant une méthode actuarielle prospective qui tient compte des conditions économiques propres à chaque pays. Ces engagements sont couverts par des fonds de retraite ou par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés.

En ce qui concerne les sociétés françaises :

- les pensions et retraites sont versées par les organismes existant à cet effet. Ces derniers sont financés par les paiements de cotisations versées par les sociétés, au prorata des rémunérations du personnel en activité. Les cotisations sont enregistrées dans les comptes individuels des sociétés. Dans certains cas, des retraites complémentaires à la charge des sociétés peuvent s'ajouter aux arrérages des organismes spécialisés ;
- les indemnités de départs prévues par des accords collectifs font l'objet d'une provision dans les comptes consolidés ; une quote-part de ces provisions a été versée en 1998 à un fonds de garantie géré par un organisme spécialisé ;
- l'ensemble de ces engagements a été calculé sur la base d'une étude actuarielle effectuée en 2003, dont les principales hypothèses retenues sont : un taux d'actualisation de 5,5% et un taux d'augmentation générale des salaires de 2%.

## **M – Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel correspond au résultat d'exploitation avant prise en charge du résultat financier, des impôts et des charges et produits exceptionnels. Le résultat opérationnel de chaque activité n'inclut pas les frais centraux qui sont déduits du résultat d'exploitation du Groupe.

Les frais centraux correspondent aux dépenses de gestion du Groupe, non imputables directement aux activités.

## **N – Impôts différés**

Les corrections ou traitements comptables opérés en consolidation (amortissements, provisions, décomptes fiscaux) peuvent entraîner la modification des valeurs figurant au bilan des sociétés consolidées. Les différences temporaires apparaissant entre la valeur fiscale des actifs ou des passifs et leur valeur comptable retraitée donnent lieu au calcul d'impôts différés selon la méthode du report variable.

Les impôts différés sont présentés à l'actif ou au passif du bilan consolidé et classés en long ou court terme selon le cas.

Aucune provision pour impôts de distribution n'est constituée au titre des bénéfices dont la distribution n'est pas envisagée.

## **O – Charges et produits exceptionnels**

Les charges et produits exceptionnels correspondent aux charges et produits hors gestion courante de la Société.

Ils se caractérisent essentiellement par leur nature inhabituelle et leur caractère ponctuel.

## Note n°2 • Capitaux propres (part du Groupe)

En millions d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes Réserves	Résultat	Écart de conversion	Total
<b>Capitaux propres au 31/12/2002</b>	<b>11 139 150</b>	<b>22,3</b>	<b>239,9</b>	<b>(10,8)</b>	<b>(9,5)</b>	<b>241,9</b>
Résultat N-1			(10,8)	10,8		0,0
Dividendes versés			(8,6)			(8,6)
Augmentation de capital		0,0	0,0			0,0
Résultat (part Groupe)				3,0		3,0
Écart de conversion et divers			2,6		(11,3)	(8,8)
<b>Capitaux propres au 30/06/2003</b>	<b>11 139 150</b>	<b>22,3</b>	<b>223,1</b>	<b>3,0</b>	<b>(20,8)</b>	<b>227,5</b>
Résultat N-1						0,0
Dividendes versés			0,4			0,4
Augmentation de capital	58 740	0,1	1,2			1,3
Résultat (part Groupe)				(41,2)		(41,2)
Écart de conversion et divers			(4,4)		(9,5)	(13,9)
<b>Capitaux propres au 31/12/2003</b>	<b>11 197 890</b>	<b>22,4</b>	<b>220,3</b>	<b>(38,2)</b>	<b>(30,3)</b>	<b>174,2</b>
Résultat N-1			(38,2)	38,2		0,0
Dividendes versés			0,0			0,0
Augmentation de capital	2 000	0,0	0,0			0,0
Résultat (part Groupe)				6,5		6,5
Écart de conversion et divers					5,1	5,1
<b>Capitaux propres au 30/06/2004</b>	<b>11 199 890</b>	<b>22,4</b>	<b>182,1</b>	<b>6,5</b>	<b>(25,2)</b>	<b>185,8</b>

## Note n°3 • Immobilisations

En millions d'euros	06/2004	12/2003	06/2003
Écarts d'acquisition nets	167,7	165,2	180,4
Autres incorporels	14,5	14,4	15,7
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>182,2</b>	<b>179,6</b>	<b>196,1</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>123,9</b>	<b>128,1</b>	<b>157,8</b>
<b>Immobilisations financières</b>	<b>24,7</b>	<b>27,4</b>	<b>23,7</b>
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>330,8</b>	<b>335,1</b>	<b>377,6</b>

L'actif net immobilisé diminue de 4,3 millions d'euros au cours du premier semestre, du fait pour l'essentiel :

- de +2,6 millions d'euros sur les immobilisations incorporelles dont 4,9 millions d'euros dus aux effets des parités monétaires ;
- de -4,2 millions d'euros sur les immobilisations corporelles dont +2,3 millions d'euros dus aux effets des parités monétaires ;
- de -2,7 millions d'euros sur les immobilisations financières dont -2,5 millions d'euros sur les impôts différés actifs.



## Note n°4 • Provisions long terme et court terme

En millions d'euros	06/2004		12/2003		06/2003	
	LT	CT	LT	CT	LT	CT
Provisions pour impôts différés	2,8	0,5	1,9	0,5	8,5	1,1
Provisions pour retraites et indemnités de départ	28,6	2,5	28,6	2,2	26,7	1,9
Autres provisions pour risques	0,7	59,2	0,7	67,0	0,9	39,7
Subventions d'investissement	0,1		0,2		0,1	0,0
<b>Total</b>	<b>32,2</b>	<b>62,2</b>	<b>31,4</b>	<b>69,7</b>	<b>36,2</b>	<b>42,7</b>

Les provisions pour retraites et indemnités de départ couvrent principalement des engagements relatifs aux sociétés françaises et allemandes.

Les autres provisions pour risques comprennent essentiellement les coûts de restructuration des différents sites industriels (5,5 millions d'euros), ainsi que les provisions concernant d'une part les amendes infligées au Groupe par la Commission Européenne pour pratiques anticoncurrentielles, affaire actuellement en appel devant le Tribunal de Première Instance de Luxembourg (43 millions d'euros) et d'autre part les procès civils aux Etats-Unis (8,3 millions d'euros).

Dans le cours normal de la conduite de ses opérations, le Groupe est par ailleurs engagé dans des procédures fiscales, réglementaires ou administratives dans plusieurs pays où il exerce ses activités. L'issue de ces procédures est incertaine. Sur la base des informations disponibles, les provisions constituées couvrent l'ensemble des risques connus et évaluables à ce jour.

## Note n°5 • Endettement

L'endettement net consolidé du Groupe a augmenté de 19,5 millions d'euros au cours du premier semestre 2004 dont 4,2 millions d'euros liés à l'effet des parités monétaires.

En millions d'euros	06/2004	12/2003	06/2003
Emprunts à long terme et moyen terme	212,8	185,9	201,7
Part court terme des dettes long terme (hors intérêts courus)	0,0	0,0	0,1
Comptes courants financiers	3,3	5,0	7,2
Concours bancaires courants	9,4	19,9	33,4
<b>Endettement brut total</b>	<b>225,5</b>	<b>210,8</b>	<b>242,4</b>
Valeurs mobilières de placement	(1,3)	(2,5)	(4,9)
Créances financières court terme	(2,5)	(0,3)	(2,5)
Disponibilités et assimilé	(19,6)	(25,4)	(16,5)
<b>Endettement net total</b>	<b>202,1</b>	<b>182,6</b>	<b>218,5</b>

Le rapprochement entre les variations de l'endettement net au bilan et dans le tableau des flux de trésorerie est détaillé ci-dessous :

En millions d'euros	06/2004	12/2003	06/2003
Endettement 31/12/N-1	182,6	236,2	236,2
Cash flow d'exploitation avant restructurations	(5,6)	(49,1)	(9,5)
Restructurations	17,3	7,1	3,4
Augmentation de capital		(1,3)	
Dividendes versés	0,5	8,8	7,0
Impact des variations de périmètre	3,3	(1,0)	(4,9)
Flux de trésorerie hors exploitation	0,4	7,0	0,1
Écart de conversion et divers	3,6	(25,1)	(13,8)
<b>Endettement fin N</b>	<b>202,1</b>	<b>182,6</b>	<b>218,5</b>

### Note n°6 • Charges et produits exceptionnels nets d'impôts

En millions d'euros	06/2004	12/2003	06/2003
Dotation provision pour dépréciation de titres	0,0	(2,5)	(1,5)
Dotation provision pour retraites des non-actifs	(0,3)	(0,5)	(0,4)
Provisions pour litiges	(1,4)	(25,1)	0,0
Résultat de cessions d'immobilisations	0,4	6,7	5,1
Autres charges et produits exceptionnels	(3,2)	(33,4)	(8,9)
<b>Résultat exceptionnel net</b>	<b>(4,5)</b>	<b>(54,8)</b>	<b>(5,7)</b>

Au 31/12/2003, les résultats de cessions d'immobilisations concernent des ventes immobilières en Espagne (Barcelone) et en Californie (Camarillo) comprises dans le programme de cession d'actifs en cours.

Les charges et provisions pour litiges incluent la provision complémentaire (25,1 millions d'euros) destinée à couvrir l'amende de 43 millions d'euros infligée fin 2003 par la Commission Européenne, provisionnée en 2002 pour 18 millions d'euros, et pour laquelle un appel auprès du Tribunal de Première Instance de Luxembourg est en cours.

Les autres produits et charges comprennent la dépréciation des actifs Aimants (16,7 millions d'euros après impôts) ainsi que des coûts de restructurations industrielles (19,3 millions d'euros après impôts) liés au plan d'économies.

La dépréciation des titres concerne principalement la Turquie, la Malaisie et le Mexique.

Au 30/06/04, les autres produits et charges comprennent essentiellement des coûts de restructurations industrielles (-2,9 millions d'euros) ; les provisions pour litiges concernent les charges liées aux procès civils américains ; le résultat de cession constaté concerne la vente d'actifs immobiliers en Australie, aux Pays-Bas, et de Ferraz Shawmut USA (0,4 million d'euros).



## Note n°7 • Informations sectorielles

### Répartition du chiffre d'affaires par activité

	06/2004		12/2003		06/2003	
	M€	%	M€	%	M€	%
Applications Électriques	97	30,4	184	29,3	95	29,5
Aimants	40	12,5	82	12,9	44	13,5
Protection Électrique	84	26,5	165	26,3	84	26,2
Systèmes et Matériaux Avancés	97	30,6	198	31,5	99	30,8
<b>Total</b>	<b>318</b>	<b>100</b>	<b>629</b>	<b>100</b>	<b>322</b>	<b>100</b>

### Décomposition du résultat opérationnel et de la marge opérationnelle

	06/2004		12/2003		06/2003	
	RO	RO/CA*	RO	RO/CA	RO	RO/CA
	M€	%	M€	%	M€	%
Applications Électriques	11,5	12,0	20,2	10,9	11,1	11,7
Aimants	0,3	0,9	(6,3)	(7,8)	(2,2)	(5,1)
Protection Électrique	1,9	2,2	7,7	4,7	3,6	4,3
Systèmes et Matériaux Avancés	16,3	16,7	29,4	14,8	13,8	13,9
Frais centraux	(5,7)	(1,8)	(11,7)	(1,8)	(6,0)	(1,8)
<b>Total</b>	<b>24,3</b>	<b>7,6</b>	<b>39,3</b>	<b>6,2</b>	<b>20,3</b>	<b>6,3</b>

\* RO/CA: résultat opérationnel / chiffre d'affaires

## Note n°8 • Préparation du passage aux normes IFRS

En application du règlement européen sur les normes comptables internationales, et en particulier de la norme IFRS 1, première application des IFRS en tant que référentiel comptable, les comptes consolidés du Groupe Carbone Lorraine au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 seront établis selon les normes comptables internationales avec un comparatif au titre de l'exercice 2004 établi selon les mêmes normes. Dans ce contexte, le Groupe Carbone Lorraine a entamé dès 2002 les travaux de préparation du passage aux nouvelles normes comptables.

### Avancement du projet

La première étape a consisté à établir un diagnostic des principales divergences entre les méthodes comptables appliquées par le Groupe et le référentiel IFRS, dans le but d'identifier les normes IFRS susceptibles d'avoir un impact sur les états financiers du Groupe ou pouvant entraîner des modifications importantes du système d'information.

Cette étape a été menée par l'équipe centrale de consolidation assistée de l'expertise du cabinet Deloitte et s'est effectuée principalement sur la base de questionnaires adressés à toutes les filiales.



---

De plus, dès 2002, des actions de formation ont été mises en œuvre dans le but de former et sensibiliser l'ensemble des responsables financiers et comptables du Groupe.

En 2003, le chantier est entré dans sa phase active par la détermination des normes prioritaires IFRS, le choix des options et l'adaptation des systèmes. Le diagnostic opérationnel et la détermination des modalités d'application du référentiel IFRS sont en cours de finalisation, les procédures d'application sont en cours de rédaction et la phase de déploiement se déroulera au 2<sup>ème</sup> semestre 2004.

### **Impacts potentiels identifiés à ce jour sur le bilan d'ouverture**

#### Valorisation des engagements envers le personnel

A ce jour, le Groupe valorise ces engagements sur la base des règles définies par le règlement n° 99-02 du CRC. La norme IAS 19 impose la valorisation selon la méthode actuarielle dite rétrospective sur la base d'hypothèses cohérentes et homogènes (harmonisation des calculs actuariels, utilisation de taux d'actualisation adaptés à chaque pays, prise en compte de données démographiques...). Par ailleurs, les actifs financiers de couverture sont valorisés à leur valeur de marché et plafonnés selon des règles spécifiques.

#### Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition ne seront plus amortis mais devront faire l'objet d'un test de dépréciation annuel. Les éventuelles dépréciations des écarts d'acquisition seront intégrées dans le résultat d'exploitation.

#### Instruments financiers

L'application, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, des normes IAS 32 et 39 relatives aux instruments financiers devrait avoir diverses conséquences :

- les frais d'émission des placements privés actuellement comptabilisés en charge à répartir et étalés sur la durée de vie du placement, devront être enregistrés en diminution de la dette pour leur montant nominal ;
- les instruments dérivés, figurant actuellement en engagement hors bilan, devront être comptabilisés au bilan à leur juste valeur ;
- le coût des actions propres doit être comptabilisé en diminution des capitaux propres quelle que soit leur affectation future. Les actions auto-détenues actuellement présentées en valeurs mobilières de placement viendront en diminution des capitaux propres.

#### Comptabilisation des immobilisations à leur juste valeur

Le Groupe étudie l'option offerte par la norme IFRS 1 qui autorise la comptabilisation à la juste valeur de certains actifs corporels au 1<sup>er</sup> janvier 2004.



# Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés

## *Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2004*

En notre qualité de Commissaires aux Comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats consolidés présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés résumés de la société Le Carbone Lorraine S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 30 juin 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés résumés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés résumés et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense et Neuilly, le 13 septembre 2004  
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit  
Jean-Paul Vellutini  
Associé

Deloitte Touche Tohmatsu  
Alain Penanguer - Nicholas L.E. Rolt  
Associé Associé



Relations Investisseurs

2-3, place des Vosges

92400 Paris La Défense

Tél. : +33 (0)1 46 91 54 48

Fax : +33 (0)1 46 91 54 07

[finance@carbonelorraine.com](mailto:finance@carbonelorraine.com)

[www.carbonelorraine.com](http://www.carbonelorraine.com)